

Le 1^{er} juillet à Annecy, le one man chaud Bénévise !!



Notre Direccte est venu nous rendre une petite visite ce lundi 1^{er} juillet dans nos locaux de Haute-Savoie.

Convenu, voire creux, nous n'avons pas retenu grand-chose de son discours que nous avons par ailleurs écouté mollement, bercés par le ton monocorde de sa voix et par la douce torpeur de cet après-midi estival.

Mais une fois le discours achevé, avec sans doute le sentiment du devoir accompli, poussé aussi peut-être par une atmosphère joyeuse et détendue suite à quelques blagues sur la clim, M. Bénévise a lâché quelques perles qui nous ont tout-à-coup sorti de notre léthargie :

1/ Pourquoi le métier n'est plus attractif selon M. Bénévise, ou comment justifier les réformes à venir :

M. Bénévise, on ne sait plus pourquoi mais c'est là tout son art, décide de s'arrêter sur la perte d'attractivité du métier d'inspecteur-trice du travail. Pour preuve, les statistiques du concours d'entrée. En effet, les chiffres (on ne les a pas vérifiés) qu'il énonce sont éloquentes : Seulement 400 candidats cette année pour 90 postes, et seuls 50 ont été admis.

Alors nous on pense tout de suite à la charge de travail, aux suppressions d'effectif, à la perte de sens du métier, aux incessantes réorganisations internes et réformes du Code du travail, à l'absence de soutien de notre administration quand un agent se fait trainer en justice par des boîtes influentes, à la rémunération comparée des agents de même catégorie dans les autres Ministères... Toute notre réalité, qui rend le métier de moins en moins attrayant.

Mais on se plante complètement.

Selon notre Direccte, le métier d'inspecteur/trice du travail est mal perçu à cause de :

-l'aspect généraliste des sections : c'est intimidant, concrètement impraticable.

-l'aspect individuel des contrôles : ça ne se fait plus du tout, les contrôles doivent être collectifs.

-la vision politique : ...On a un peu de mal à retranscrire son idée car s'il a présenté cela comme un potentiel frein, il l'a aussi valorisé : c'est bien d'avoir une vision politique de notre métier, contrairement aux collègues de l'emploi qui eux ont du mal... (c'est lui qui l'a dit hein !). Bon, ce qu'on a compris quand même c'est que le côté « *porteurs de pancartes* » comme dirait l'autre, ça va bien 5 minutes.

Bref, une bonne partie de ce qui justement fait l'attractivité du métier : autonomie, variété des missions, technicité, valeurs et déontologie inscrite dans l'histoire sociale... Tous ces éléments reconnus par les services de santé comme ressources et facteurs de bien-être au travail sont retournés et ainsi explicitement menacés.

Tout cela proféré avec une assise déroutante, comme si c'était des évidences, admises par tous.

Cette analyse complètement orientée ne s'appuie en réalité sur rien, et ne sert qu'à faiblement justifier les réformes en cours et à venir, qu'à réaliser le rêve d'une DGT pro-patronale : affaiblir l'inspection et réduire l'autonomie des agents de contrôle.

Autrement dit, M. Bénévise nous prend vraiment pour des gigots.

2/ Une solution : signal conso !

Il s'agit d'une appli test de signalement mise en place par la DGCCRF dans les magasins, bars et restaurants. En gros, l'usager peut signaler un manquement avec son smartphone à tout moment (pb d'hygiène, d'étiquetage, ..) ce qui permet aux agents de la DGCCRF de cibler leur contrôle.

Le levier du « *qu'en dira-t-on* » du « *name and shame* », pour M. Bénévise, c'est THE solution !

Solution à quoi ? Bon là on ne sait plus trop. Au manque d'attractivité peut-être...dur à suivre quand les raisonnements sont foireux de bout en bout.

N'empêche que nous, on découvre toutes ces notions. Alors on a un peu cherché. Sur le net, on a trouvé ça :

Le « Name and Shame », nouvelle arme favorite d'Emmanuel Macron ? D'origine anglo-saxonne, cette pratique du « Name and Shame » que l'on peut traduire par « nommer et couvrir de honte » consiste à dénoncer publiquement une personne, une entreprise, une institution pour ses mauvais agissements. (France TV info, 17 nov 2017)

Il y a aussi cet article qui explique toutes les dérives du « Name and Shame » à travers des exemples précis :

<https://www.marianne.net/societe/houuu-la-honte-enquete-sur-la-pratique-du-name-and-shame>

Vous imaginez ? Tous les employeurs qui se jettent sur le smartphone une fois que l'agent de contrôle a tourné les talons pour dire qu'on était pas habillé comme il faut, qu'on a dit un gros mot, qu'on a eu le toupet de faire un contrôle inopiné, qu'on a même osé leur dire qu'ils ne respectaient pas le code du travail...

Avec ça et le Code de déontologie, c'est sûr, tous les jeunes vont se précipiter pour passer le concours !!

3/ Lisez donc les comptes rendus du CHSCR !

La question est posée de la diffusion du rapport d'enquête, demandée par le CHSCR suite au suicide de nos deux collègues en juin dernier. M. Bénévise réplique que pour se tenir informés des débats qui ont lieu en CHSR à ce sujet, on peut lire les comptes rendus.

Nos représentants au CHSCR se seraient sans doute étouffés devant tant de mauvaise foi. Eux qui réclament justement à cors et à cri ces fameux comptes rendus qui n'arrivent jamais ! Cette remarque à elle seule révèle toute l'arrogance et le mépris de notre Directe. Rappelons pour une parfaite compréhension de l'arnaque que le Président du CHSCR chargé du bon fonctionnement de l'instance est...M. Bénévise en personne.

4/ Maintenant ce sont les salariés qui choisissent leur employeur

Oui, c'est bien ce qu'a dit M. Bénévise. Encore une fois il nous surprend par la finesse de son analyse de la société et des rapports sociaux.

Si on espérait que la crise des gilets jaunes ait eu quelque impact, que la réalité de millions de personnes soit enfin entendue, c'est raté.

Vous cherchez du boulot ? Bah... y a qu'à traverser la rue !!

Bref, après cette entrevue, l'envie de dormir nous a complètement quittés.



TOUS en AG VENDREDI 5 JUILLET 2019 à 11h45 !

Nous demandons la reconnaissance de nos métiers, une organisation collective du travail permettant de remplir nos missions, avec les effectifs nécessaires.

Pour un service public de qualité !